



Communiqué de presse
Pour diffusion le 3 février à 11h30

Comité d'accueil pour Philippe Couillard à Montréal

Le gouvernement libéral fait avancer le Québec sur la voie des inégalités

Montréal, le 3 février 2015. À l'appel de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition), quelques centaines de personnes ont sorti leurs casseroles à Montréal pour accueillir le premier ministre Philippe Couillard. En marge de sa conférence devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain intitulée « Ensemble on fait avancer le Québec sur la voie de la prospérité », les groupes sociaux de divers horizons, auxquels se sont jointes la FTQ, la CSQ et la CSN, ont tenu à rappeler que les mesures d'austérité ne font pas avancer mais plutôt reculer le Québec.

« Comment peut-on parler de prospérité dans un contexte où la majorité de la population québécoise fait face à une détérioration de ses conditions de vie ? » questionne Kim De Baene, co-porte-parole de la Coalition. « Quand les choix politiques et économiques ne bénéficient qu'à la grande entreprise et aux personnes les plus nanties, ce n'est pas de prospérité dont il est question, mais d'inégalités et de pauvreté » renchérit-elle. La Coalition souligne que l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes est particulièrement menacée par ces choix.

« Sécurité alimentaire, aide sociale, aide à l'emploi, électricité, éducation, services de garde, santé, environnement, logement, culture, services aux personnes ayant des limitations fonctionnelles, transport... tous les secteurs sont touchés » de s'indigner Véronique Laflamme, aussi co-porte-parole de la Coalition. « Les groupes sociaux sont unanimes à l'effet que les mesures d'austérité ont des conséquences désastreuses et inacceptables sur la population ». À l'unisson, ils ont d'ailleurs profité de l'occasion pour rétorquer au premier ministre : « Couillard, on ne se laissera pas faire ! ».

« Faire avancer le Québec passe par la bonification de nos services publics et de nos programmes sociaux, pas par leur saccage » de rappeler madame De Baene. « Le gouvernement fait le choix de NE PAS lutter efficacement contre l'évasion fiscale, ni de rétablir la taxe sur le capital des institutions financières, ni de mieux contrôler le coût des médicaments, ni d'augmenter le taux d'imposition des entreprises. Ce sont pourtant des milliards de dollars qui dorment et qui permettraient à l'État de renflouer ses coffres. Le gouvernement doit aller chercher l'argent où il est, et ce dès le prochain budget. C'est urgent » conclut-elle.

- 30 -

À propos

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics regroupe 85 organisations sociales d'horizons divers. Ces groupes représentent des secteurs allant des centres de femmes aux personnes retraitées, en passant par des organismes œuvrant en consultation budgétaire et en consommation, des groupes de défense des droits et libertés, des organisations syndicales, des associations étudiantes, des groupes de lutte à la pauvreté, des organisations communautaires, etc.

Renseignements ou demandes d'entrevues :

Kim De Baene, 514 222-4912; Véronique Laflamme, 418 956-3403

@Nonauxhausses
#10milliards